



Deux moments d'une certaine phobie

André Fourès

Commissaire général de la Marine (2S)

IFM Comité Toulon-Provence

Dans la nuit du 3 au 4 août 1914, la 2^e escadre légère appareilla de Cherbourg pour barrer la route aux cuirassés allemands qui étaient sortis du canal de Kiel et qu'on s'attendait à voir franchir le Pas de Calais. La Marine française marchait au sacrifice, tant la supériorité de l'ennemie était écrasante et nombre d'officiers avaient fait leur testament. À ce moment, la France était seule. On ne savait à quoi se déciderait l'Angleterre, jusqu'à ce que l'entrée des Allemands en Belgique apporte la réponse : l'Entente cordiale allait se transformer en alliance de guerre.

En flanc-garde des cinq autres croiseurs cuirassés français, la *Jeanne d'Arc*, qui portait le nom de celle « qu'Anglais brûlèrent à Rouen »¹, observa dans la matinée un grand destroyer qui arrivait à toute vitesse. L'Anglais défila à contre-bord du bâtiment français. « *Il salua le premier de son pavillon national, ce que ne fait jamais un bâtiment de guerre.* »². La Grande-Bretagne entra en guerre. La 2^e escadre légère était sauvée.

Et, durant quatre ans, les deux flottes se battirent côte à côte.

Parmi les nations de l'Europe qui depuis le XV^e siècle avaient possédé une marine de guerre, la France et la Grande-Bretagne étaient les seules qui

1. *En pleine crise de Fachoda, en 1899, les Britanniques avaient donné à un de leurs nouveaux croiseurs le nom de Cressy (qui n'était en rien une bataille navale), avant que les Français ne lancent une Jeanne d'Arc. Deux ans avant l'Entente cordiale, les souvenirs de la Guerre de Cent Ans étaient bien présents.*

2. *Emile Vedel, Revue des Deux Mondes, novembre 1917.*

avaient su en faire non pas seulement l'outil qui appuyait les découvreurs, les Conquistadores ou les marchands, mais le vecteur même de la puissance de l'État.

En 1914, ces deux marines n'avaient jamais livré bataille ensemble qu'à trois occasions : lors de la Guerre de Hollande entre 1672 et 1678, à Navarin contre la flotte turque en 1827 et lors de la guerre de Crimée, en 1854-1855³. Le reste du temps, elles s'étaient affrontées, avaient rivalisé et guetté chez l'autre la menace qui pouvait naître.

Que ce long face à face ait nourri la phobie de l'autre n'a rien de surprenant.

Par-delà les faits divers d'une confrontation multiséculaire et implacable, par-delà Fachoda ou Mers-el-Kébir, il est proposé ici d'évoquer deux moments de cette histoire.

Quand la détestation de l'Anglais se répandit dans les ports

En 1755, les affrontements larvés qui se multipliaient entre Français du Canada et colons américains dans la partie supérieure de la vallée de l'Ohio semblant tourner à l'avantage des premiers, les Anglais décidèrent de se porter au secours de leurs colonies en difficulté. En février, le débarquement en Virginie de deux de leurs régiments changea la nature du conflit et fut cause de l'envoi au Canada de six bataillons français. Ceux-ci n'avaient pas encore quitté Brest qu'une flotte de onze vaisseaux appareillait de Plymouth pour les eaux de Terre-Neuve⁴.

Son chef était porteur d'instructions claires... et secrètes. L'Angleterre était résolue à la guerre et, pour la livrer, à ne pas attendre qu'elle soit déclarée !

Le 8 juin, en exécution de ces ordres, l'amiral Boscawen intercepta au sud de Terre-Neuve trois des vaisseaux qui s'étaient séparés du convoi enfin parti de Brest.

Face au *Dunkirk*, qui approchait, le commandant de l'*Alcide* cria par trois fois, porte-voix en main, « *Sommes nous en guerre ou en paix ?* ». Et le *Dunkirk* répondit « *En paix ! En paix !* »... avant d'ouvrir le feu.

3. On pourrait rajouter à cette courte liste, les opérations de la Seconde Guerre de l'opium, contre l'Empire du Milieu (1856-1860)

4. AMAN Jacques, Une campagne navale méconnue à la veille de la guerre de Sept ans. L'escadre de Brest en 1755, SHM, 1986. Cette étude est essentielle pour comprendre les points de vue français et britanniques sur cette période précédant la guerre.



Le *Dauphin Royal* parvint à s'échapper dans le brouillard, mais l'*Alcide* et le *Lys* durent amener.



Acte de légitime défense préventive pour les Anglais, le 8 juin fut plus certainement un « jour d'infamie »⁵, dont un historien américain estime qu'il marqua de façon ignominieuse l'entrée de la Grande-Bretagne dans la guerre⁶. En pleine paix, la violence de l'action qui s'était soldée par la prise de deux vais-

seaux⁷, cent trente tués et blessés et plus d'un millier de marins et soldats faits prisonniers suscita en France une indignation générale.

En juillet, la déroute du général Braddock devant Fort-Duquesne (Pittsburg) rendit les Anglais intraitables. Ils commencèrent d'abord à déporter impitoyablement les milliers de colons français de l'Acadie, devenus sujets anglais depuis 1713 mais dont ils doutaient de la loyauté. Puis, indifférents à la restitution de la frégate *Blandford*, victime le 13 août des représailles de l'escadre française, ils s'attachèrent à traquer les vaisseaux isolés revenant du Canada. Si l'*Opiniâtre* leur échappa en septembre, l'*Espérance*, vieux vaisseau à bout de bord, fut pris et incendié en novembre. Toujours armés en flûtes, aucun des deux ne constituait pourtant une menace et Jubert de Bouville, commandant l'*Espérance*, cria à la piraterie. Emmené en Angleterre, il refusa fort logiquement d'être libéré et offrit avec hauteur de payer une rançon !

Entre-temps, les Anglais, définitivement installés dans leur logique de guerre, avaient entrepris de rafler tout ce qui naviguait sous pavillon français, au commerce ou à la pêche.

À compter du 23 août, Boscawen fut le premier à s'illustrer dans ce brigandage en prenant en une semaine cinq goélettes, trois lougres, un brigantin, neuf senaus et six flûtes. Des caboteurs et des morutiers qui pratiquaient la Grande pêche sur les bancs de Terre-Neuve furent ainsi les premières victimes. Puis, la chasse s'étendit de la Manche au Cap Finistère, jusqu'à La Martinique et Saint-Domingue où la Navy pouvait espérer de plus riches butins avec les cargaisons de sucre des Antilles, les négriers ou les navires de la Compagnie des Indes.

Pour autant, l'objectif premier des amiraux anglais restait d'enlever à la France le plus grand nombre possible de ses marins.

5. C'est ainsi que le président Roosevelt qualifia l'agression des Japonais à Pearl Harbor, hors de toute déclaration de guerre.

6. DULL Jonathan La guerre de Sept Ans, 2009, Cité par MONAQUE Rémi, Histoire de la marine de guerre française, Perrin, 2016, p 139.

7. Ils ne seront pas rendus en dépit de l'absence d'état de guerre !

Si le royaume disposait en effet depuis Colbert d'un outil de recrutement exceptionnel avec le système des classes, organisé pour fournir les équipages nécessaires à ses vaisseaux, sa tare congénitale était de reposer sur une population qui ne dépassait guère 60 000 « gens de mer », en y comprenant, outre ceux qui naviguaient au commerce ou à la pêche (mousses et novices compris), les mariniers des bassins fluviaux et les ouvriers de la construction navale.

Pendant des mois les attaques continuèrent ainsi et, à la fin de l'année, trois cents navires et six mille marins en avaient été les victimes. Six mille marins, c'était l'armement de dix vaisseaux, presque autant que le nombre des Français qui seraient plus tard tués ou faits prisonniers à Trafalgar !

En dépit de quoi, se refusant toujours à organiser des convois protégés ou à interdire l'accès de ses ports aux marchands anglais, Versailles attendit encore le 21 décembre pour exiger la restitution des prises et la libération de leurs équipages.

Le 13 janvier 1756, le rejet de cet ultimatum marqua le début de la guerre. Celle-ci ne fut cependant formellement déclarée par l'Angleterre que le 23 mai. La France l'imita le 9 juin, au lendemain du jour anniversaire de « l'attentat de Boscowen », en des termes particulièrement durs : « [...] La marine anglaise, au mépris du droit des gens et de la foi des Traités, a commencé à exercer contre les vaisseaux de S. M. et contre la navigation de ses sujets, les hostilités les plus insolentes (*et à enlever*), par les violences les plus odieuses et quelquefois les plus lâches artifices, les vaisseaux français qui naviguaient avec confiance sous la sauvegarde de la Foi publique [...] »⁸.

Pourtant, aujourd'hui encore, un historien reconnu comme Nicholas Rodger⁹ n'émet aucune réserve sur cet épisode. Pour lui, l'Angleterre, attaquée dans ses colonies, était légitime à se défendre et il laisse entendre qu'elle le fit presque sans le vouloir en évoquant de façon curieuse « *the almost accidental capture of 5 500 french prisoners (...) of whom about half were able seamen* », une précision qui laisse percer quelques regrets qu'il n'y en eut pas davantage. Quant à l'ultimatum de Versailles, il avait été rédigé selon lui « *in deliberately unacceptable terms* », formulation qui permet d'estomper l'acte inacceptable originel commis par Boscowen !

L'historien anglais néglige bien sûr (il est vrai que ce n'est pas son propos) le violent ressentiment que ces rafles firent naître dans tous les ports dont les activités, donc les populations, étaient par ailleurs atteintes, voire ruinées.

Pas moins de cent trente navires normands avaient été capturés, principalement sur les bancs de Terre-Neuve¹⁰. Granville, en avait perdu trente-quatre avec près de onze cent marins ; Honfleur vingt-huit avec cinq cent quarante et un hommes d'équipage ; Dieppe, quatorze avec cent dix-sept marins. À Saint-Malo, c'étaient vingt-trois terre-neuviens sur quatre-vingt-cinq ; aux Sables, neuf mo-

8. AN, marine A1 88, 9 juin 1756.

9. RODGER, Nicholas, *The command of the ocean*, Penguin Books, 2004. p.263-264

10. AUMONT Michel, *Annales de Normandie*, 2011.



rutiers ; à Nantes, trente-sept (vingt autres seraient encore pris en 1756) ; à Bordeaux, quatre-vingt-quinze, etc. Cette atteinte inique aux personnes et aux biens avait suscité l'indignation jusqu'à Marseille où un armateur déclara en son nom propre la guerre au roi d'Angleterre dans une légendaire adresse : « Georges Roux à Georges, Roi » !

Certes, l'Anglais n'était déjà pas très populaire parmi les populations du littoral. Mais là, sa félonie dans « l'attentat » du 8 juin, ses exactions contre de paisibles navires, ses violences dans la déportation des Acadiens lui donnèrent définitivement le mauvais rôle.

Il lui restait encore à passer pour un bourreau, ce qui ne manqua pas d'arriver lorsqu'on apprit le sort qu'il réservait à ses prisonniers.

Arguant des attaques répétées des corsaires français contre leurs propres pêcheurs, les Anglais avaient en effet exclu les marins capturés des dispositifs d'échange habituellement d'usage entre belligérants pour les entasser par centaines, sur de vieux vaisseaux plantés sur les vasières de Plymouth, Portsmouth et Chatham. Des 61 000 marins du Roi, de la course, du commerce et de la pêche qui connurent finalement ces « sépulcres flottants »¹¹, un sur huit n'en revint pas.

Bien au-delà des inimitiés qui résultent naturellement des conflits, on peut imaginer la rancœur, voire la haine, qui se répandit, en particulier dans les ports du Ponant d'où venait la majorité du peuple des pontons. La mémoire douloureuse de cet enfermement joua dans l'esprit de revanche des marins français lors de la guerre d'Indépendance américaine, avant qu'une génération après, le caractère idéologique et implacable des guerres de la Révolution et de l'Empire, donne à ce ressentiment une acuité nouvelle. On vit alors à nouveau des marins croupir de longues années dans l'univers concentrationnaire des bateaux prisons où, à nouveau, plusieurs milliers moururent, lentement, de faiblesse comme de maladie. La vue de ceux qui revinrent, souvent brisés, et, plus tard, les récits de Louis

Garneray entretenirent une solide et tenace anglophobie¹².

Le propos n'est pas de dénoncer l'absence d'humanité de ceux qui étaient préposés à la garde des marins français ou de se demander si ces derniers

11. *LE GOFF, T J A* L'impact des prises effectuées par les Anglais sur la capacité en hommes de la marine française en XVIII^e siècle, in *Les marines de guerre européennes*, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 1985, p. 130

12. *GARNERAY, Louis* Mes pontons, 1851.



furent moins bien traités que leurs homologues anglais en captivité en France. Non, il s'agit ici simplement de rappeler l'importance numérique des populations qui eurent à souffrir de la captivité, les prisonniers eux-mêmes, mais aussi leurs familles confrontées à l'interminable absence d'un père, d'un fils ou d'un frère. Des décennies de guerres ne pouvaient que transformer la détestation de l'Anglais en un sentiment populaire, durable et répandu.

Après quoi et, bien qu'à partir de 1815, marins français et anglais n'aient plus échangé un seul coup de canon et aient même, à l'occasion, combattu ensemble, la conviction resta que l'allié du jour pouvait être l'adversaire du lendemain. Cela ne changea qu'avec la Grande Guerre. Alors, un court moment, la détestation de l'Anglais ne fut plus qu'une vieille histoire, presque du folklore ! Et ce moment dura jusqu'à ce que les deux alliés se retrouvent face à face dans les enceintes internationales où se jouait leur place dans le concert des nations.

Quand la défiance gagna le commandement

En 1918, la Marine française avait la conviction d'avoir rempli sa part du combat mené en commun. Elle avait notamment perdu huit cuirassés d'escadre et croiseurs cuirassés et, surtout, elle avait sacrifié son renouvellement à l'effort consenti par le pays pour les armées.

Naturellement, elle voulut retrouver son rang.

Dans un long développement consacré aux vingt années de politique navale qui précédèrent la 2^e Guerre Mondiale, les *Souvenirs* de l'amiral Fernet éclairent ce moment de l'Histoire¹³.

« *Le soutien mutuel aux atterrages de la mer du Nord, devait-il écrire, les exploits des Bancs de Flandre avec la Dover Patrol, les attaques des Dardanelles, la lutte commune contre l'offensive sous-marine dans l'Atlantique et dans la Méditerranée, l'accueil de l'Armée navale française à la base de Malte, toutes rencontres avaient créé des liens puissants entre les états-majors et les équipages* ». Et Fernet de poursuivre en évoquant avec chaleur son long séjour comme officier de liaison à bord du cuirassé *Lord Nelson*. « *J'ai conservé de cet embarquement un souvenir inoubliable (...). Par-delà les malentendus passés et les luttes implacables des siècles jadis, de la Guerre de Cent Ans au blocus continental, s'affirmait le scellement d'une amitié qui semblait pouvoir défier le temps (...). Pendant quinze mois, dans la salle à manger de l'amiral, j'avais eu pour voisin de table le sympathique officier-radio de l'état-major d'escadre, commander James F. Sommerville DSO, celui-là même qui devait, vingt-trois ans plus tard, à la tête de la Force H se présenter au large de Mers el-Kébir...* ».

13. FERNET, Aux côtés du maréchal Pétain, Plon, 1952. Fernet, qui n'exerçait pas de fonctions opérationnelles après l'armistice, ne joua aucun rôle dans les événements maritimes de l'époque.



L'Entente cordiale signée en 1904 était devenue une véritable fraternité d'armes dont un exemple achevé venait d'être donné à l'automne 1919. On avait alors vu l'amiral Walter Cowan, commandant l'escadre de la Baltique, confier au commandant de la division navale française la responsabilité de mener au feu deux croiseurs et quatre destroyers de Sa Majesté afin de protéger la ville lettone de Riga contre la menace des corps francs allemands et russes blancs¹⁴. Vingt ans auparavant, à Fachoda, ce même Cowan commandant une canonnière sur le Nil, avait été à deux doigts d'ouvrir les hostilités contre la petite troupe du commandant Marchand !

Un an plus tard, la politique reprit le dessus.



DR

En 1921, dès la conférence de Washington, la Grande-Bretagne pesa sur la diplomatie française et veilla à ce que la Navy demeure supérieure aux deux principales flottes continentales, ce qui aboutissait à ramener le tonnage français au niveau du tonnage italien. Les marins français vécurent cette relégation comme une humiliation, un déni de leurs sacrifices et de la dimension impériale de leurs missions. « C'est à Washington, en 1922, écrit Fernet, qu'a pris naissance chez les marins de France un sentiment de légitime défiance à l'égard de la politique de l'Empire britannique ». Un sentiment qui s'accrut encore dans les années qui suivirent.

14. Du 15 octobre au 5 novembre, les bâtiments français et britanniques dispersèrent les rassemblements ennemis, appuyèrent les attaques partielles de l'armée lettone et, en protégeant Riga, permirent l'accession de la Lettonie à l'indépendance.

En 1930, après qu'une nouvelle conférence à Londres eut cherché à aboutir à un accord entre les cinq principales puissances navales sur les catégories de navires, l'Angleterre ne cessa d'intervenir dans les tractations particulières que la France engageait avec l'Italie et s'ingénia à brouiller les cartes par des procédés « dont la loyauté n'était pas la qualité dominante »¹⁵.

Ainsi, alors même que l'Italie fasciste rénovait sa flotte et qu'en Allemagne Hitler accédait au pouvoir, l'Angleterre donnait l'impression de s'inquiéter davantage de l'ambition des programmes navals français.

Le 18 juin 1935, deux mois après la conférence de Stresa où la Grande-Bretagne, la France et l'Italie avaient affirmé leur attachement au Traité de Versailles, Londres était allée conclure un accord avec Berlin qui, en autorisant pratiquement le réarmement naval de l'Allemagne, enterrait ledit Traité ! Ce fut par des communiqués officiels de presse que le Quai d'Orsay et la rue Royale apprirent la nouvelle. « Par une savoureuse attention de nos ex-alliés, l'étrange document avait été paraphé le jour même de l'anniversaire de Waterloo. Il avait donc comme parrains les spectres inquiétants de Wellington et de Blücher », devait observer l'amiral Decoux¹⁶.

Lorsque la guerre fut déclarée en septembre 1939, il n'est donc pas très difficile de deviner l'état d'esprit des amiraux français, y compris parmi ceux qui tenaient la Royal Navy en haute estime.

Decoux était de ceux-là. Longtemps impliqué dans les négociations, à Londres, Genève et Montreux, il avait été à même de connaître et d'apprécier de nombreux marins britanniques parmi lesquels, dit-il, il comptait « comme amis une vingtaine d'amiraux ». Mais il avait aussi appris combien les politiques du Foreign Office, du Colonial Office ou de l'Amirauté, pouvaient, selon ses termes, « travailler contre les intérêts de notre pays, et en particulier de notre marine, ainsi que j'en avais trop souvent acquis la preuve entre les deux guerres »¹⁷.

La solidité d'une alliance s'accommode toujours assez mal des coups tor-dus et de la désinvolture et ces années-là laissèrent des traces chez les marins français. La défiance qui en résulta fut ravivée en juin 1940 du fait des tensions nées lors de l'évacuation de Dunkerque et, chez certains, se transforma en haine après Mers el-Kébir.

Ainsi en fut-il de Darlan, dont la tardive anglophobie n'a nul besoin pour être expliquée, sauf à vouloir la tourner en dérision, qu'on aille lui dénicher un aïeul présent à Trafalgar (en oubliant d'ailleurs que son épouse était une descendante de l'amiral Rodney !).

Autant expliquer alors Mers el-Kébir par le fait qu'une grand-mère de l'amiral Boscawen était une ancêtre de Winston Churchill !

15. FERNET *op. cité*

16. DECOUX Jean, *Adieu Marine, Plon, 1957* ;

17. DECOUX Jean, *L'Indochine et l'armistice de juin 1940, Revue des Deux Mondes, juillet 1949*



Que reste-t-il de tout cela ?

Les noms qui jalonnent l'histoire des deux marines sont inscrits à la poupe de leurs navires et sur les rubans légendés des bonnets de leurs matelots. Dans le répertoire des chants de gaillard d'avant, *Au 31 du mois d'août*, si peu aimable pour le Roi d'Angleterre, répond ainsi à *The Saucy Arethusa*.

On n'efface pas comme cela des mémoires le souvenir des anciennes luttes.

Trop de souvenirs encombrant mais, au bout du bout, ils n'ont jamais empêché les marins des deux pays de se retrouver quand il le fallait dans une grande communauté d'esprit opérationnel, comme ce fut le cas en 1999, lorsque le HMS *Somerset* intégra, pendant plusieurs mois, une Task Force française engagée en Adriatique¹⁸. Comme ce fut aussi le cas au large de la Libye.

Pour ce qui me concerne, je n'ai pas souvenir que « l'Anglais » ait particulièrement monopolisé les conversations dans les carrés que j'ai fréquentés. Cela ne se produisait qu'au gré de l'actualité, d'une escale ou d'un exercice.

Il en fut ainsi, par exemple, lors de la guerre des Malouines. Ceux qui aimaient l'Histoire discutaient des droits de la Grande-Bretagne sur cet archipel perdu qu'on persistait à appeler « les Malouines ». Les « ops » soulignaient l'intérêt d'une aviation embarquée ou l'efficacité des missiles EXOCET. Les juristes s'interrogeaient sur le torpillage du *Belgrano*. Si la bravoure des pilotes argentins impressionnait, la ténacité de la Royal Navy, qui encaissait sous leurs assauts la perte de quatre frégates et menait à bien un débarquement, suscitait l'admiration, y compris celle d'un officier des équipages au nom breton, qui nous livra, en soupirant, le fond de sa pensée : « *J'veux bien les admirer mais, moi, j'les aime pas !* ». C'était un de ces propos de carré, où le plaisir de la boutade l'emporte sur l'expression de convictions raisonnées, une de ces sorties qui peuvent donner le sentiment d'un passé qui ne passe pas, mais qui sont aussi anecdotiques que les traits d'humour de nos désormais « amis héréditaires ». J'ai ainsi le souvenir d'une visite au *National Maritime Museum* de Greenwich durant laquelle le jeune aspirant de la Royal Navy qui m'accompagnait, me voyant m'attarder devant un grand tableau représentant la prise d'un vaisseau français, ne put s'empêcher de me demander :

« Vous avez les mêmes, je pense ? ».

De quoi devenir anglophobe.

Un court instant.

Quoique ...

18. COLDEFY, *amiral*, Le sel et les étoiles, Favre 2020.